

Engagement, citoyenneté, histoire : l'exemple de la Résistance

**Stage du Plan académique de formation 26 novembre 2015 (Canopé, Besançon) et
7 janvier 2016 (Lycée Follereau Belfort et Bibliothèque municipale de Belfort)**

En guise d'introduction : usages et mésusages de la Résistance en 2015-2016

Le choix de cet intitulé au stage, répond à plusieurs attentes et exigences :

- 1) Une demande forte de l'institution de mener une réflexion sur la question des engagements et de la construction des formes de citoyenneté aujourd'hui, dans un contexte scolaire particulier. Ainsi, le tout récent rapport sur l'évolution du Concours national de la Résistance et de la déportation (CNRD) remis à la Ministre de l'Education nationale le 9 novembre 2015 préconise :
 - d'inscrire la participation au CNRD dans le parcours citoyen de l'élève
 - d'inscrire ce travail dans les Enseignements Pratiques Interdisciplinaires (EPI) et l'accompagnement personnalisé (AP), ainsi que dans le cycle 4 de l'Enseignement moral et civique (EMC)
 - d'inscrire la participation au CNRD dans le projet d'établissement.
- 2) La nécessité de rappeler la place de l'histoire, comme discipline et comme savoir critique, tenter aussi de se construire des gardes-fous. Ces préoccupations valent en particulier pour les usages et les mésusages des événements du passé, dans lesquels on puise pour y chercher les clés de lecture, surtout après les attentats du 13 novembre dernier. Il en va ainsi de la question de la Résistance et de l'engagement.

Quel usage de la Résistance aujourd'hui ? Sans doute, dans les jours à venir, et déjà maintenant, les usages de la Résistance risquent-ils de se multiplier. Quelques précautions et beaucoup d'humilité s'imposent pourtant. Si l'histoire peut aider à comprendre et à mettre en perspective les événements du présent, les expériences du passé ne permettent pas toujours d'apporter les réponses et les certitudes dont nous avons besoin aujourd'hui. Il faut essayer de se garder des fausses analogies, des similitudes trompeuses et des schémas explicatifs traditionnels qui, certes, rassurent, mais qui, parfois, ne suffisent pas, ne suffisent plus.

L'expérience de la Résistance, si elle peut nous aider à trouver des clés de lecture, c'est peut-être moins dans l'illusion de la répétition, que dans quelques-unes des valeurs qu'elle a tenté de défendre, de préserver, d'inventer et de développer. « Si la Résistance fut vraiment, elle survit et survivra sous d'autres avatars », écrivait Alban Vistel dans *Héritage spirituel de la Résistance* (Lyon, Lug, 1955, p. 62).

Il est naturel que nous cherchions des réponses aux inquiétudes du présent dans le passé, et en particulier dans les expériences des guerres du siècle dernier. Le 17 juin 1940, confronté à l'effondrement de la France, Edmond Michelet diffuse de longues citations de Charles Péguy dans l'un des tout premiers tracts clandestins. Mais ce que les expériences du passé nous apprennent aussi, c'est que le futur est imprévisible, inconnu, impensé.

Ce que peut nous apprendre l'expérience de la Résistance, au-delà des valeurs de courage, de lucidité, de liberté, d'unité, de refus de la violence et de concorde, c'est que l'appréhension d'une situation nouvelle, inédite — à défaut d'une explication immédiate — passe par l'invention. En 1956, interrogée par ses camarades de déportation sur la situation en Algérie, Germaine Tillion les invitait précisément à inventer : « Il existe des devoirs simples, cruels mais simples. Pour nous il y a quinze ans le devoir s'est présenté sous cet aspect-là. Rien n'est moins "simple" que l'épreuve d'aujourd'hui, et soyez sûres qu'elle n'est "simple" pour personne, sauf peut-être pour quelques cervelles microscopiques, d'ailleurs équilibrément distribuées de part et d'autre de toutes les frontières. » (« L'Algérie en 1956 », in *Voix et Visages* n°53, septembre-octobre 1956, revue de l'Association des Déportées et Internées de la Résistance).

Depuis janvier 2015, la question des **valeurs de la Résistance** sert de référence indispensable à la réflexion civique, mais dans quelle mesure et avec quel cadre peut-on s'y référer ? Il peut s'agir d'un sujet-piège pour les enseignants, confrontés à des usages parfois hors contexte :

- ainsi de la question du terrorisme : il est indispensable de distinguer Résistance et terrorisme, car jamais les résistants n'ont assassiné de façon aveugle, ils étaient désignés « terroristes » par leurs ennemis : occupants, Vichy, Milice, ennemis qui pratiquaient eux-mêmes la terreur.

- de même pour le lien entre la Résistance et la guerre : la violence n'est pas une valeur pour la Résistance, la plupart des résistants ont fait la guerre, une certaine guerre, sans l'aimer (« Ce cœur qui haïssait la guerre » de Robert Desnos, 1943).

- la lutte pour la liberté, est une valeur fondamentale de la Résistance : libération d'un territoire occupé par patriotisme (et moins par nationalisme), mais aussi liberté des choix politiques.

- la redécouverte, la réhabilitation et l'approfondissement de l'idée républicaine et des valeurs qui la portent marquent l'histoire de la Résistance, dans sa construction : l'idée est très largement déconsidérée depuis les années 1930, notamment à travers le modèle de la III^e République. De façon claire à partir de 1943, la lutte de la Résistance se confond avec une lutte pour retrouver la République. C'est un travail de reconstruction, de réappropriation que Jean-Marie Guillon qualifie de « républicanisation de la Résistance ». Le retour au modèle républicain apparaît comme seul horizon possible pour la Libération (avec des prolongements divers selon les sensibilités, avec des divergences sur le rôle des partis, sur les pouvoirs de l'exécutif, sur le projet social...). La Résistance aide à la reconstruction de l'identité nationale autour de la République, facteur de rassemblement face à une menace de guerre civile. Elle représente l'un des ciments de la restructuration d'une identité éclatée depuis les années trente. La Constitution de la IV^e République, en dépit des dysfonctionnements futurs, tire son inspiration de la déclaration des Droits de l'Homme de 1789. Son préambule affirme clairement la fidélité à l'idéal démocratique et républicain, en y ajoutant un projet social, en particulier : l'égalité de droits entre les hommes et les femmes, le droit au travail, le droit d'asile, le droit à la sécurité sociale, la liberté syndicale, etc.

Pour entrer dans le vif du sujet, on peut commencer par une citation d'Anise Postel-Vinay, déportée à Ravensbrück pour fait de résistance en 1943, citation extraite du livre d'entretien /

récit publié en mai 2015¹ :

« Je ne dis jamais “entrer en Résistance”, cela me fait penser à “entrer en religion”, et ne me paraît pas correspondre à ce que nous faisons. Nous avons un vocabulaire extrêmement simple, nous disions “faire quelque chose”. On ne “faisait” ou “on ne faisait pas”. Nous ne nous vivions pas comme des “Résistants”. Il y avait les gaullistes, les communistes, mais les “résistants”, cela n'existait pas encore. », Vivre, Grasset, 2015, p. 19

Cette citation oblige à s'interroger sur la nature de l'engagement dans la Résistance, en soulevant quelques points :

1. Le vocabulaire : effectivement, le mot « résistant » est quasiment absent lorsque l'on étudie en détail le lexique des écrits clandestins, et le mot Résistance avec un « R » majuscule ne s'impose vraiment qu'en 1943, ce qui est révélateur d'une prise de conscience progressive d'une identité singulière, et d'un engagement singulier.
2. L'idée que l'engagement prend de multiples cheminements, dans l'espace et les territoires, selon les milieux et les opportunités, dans le temps.
3. Ce que révèle la remarque d'Anise Postel-Vinay, c'est la difficulté à nommer une expérience totalement inédite pour la France (si ce n'est les expériences de clandestinité en Belgique en 1914-1918)² et qui se distingue des expériences combattantes conventionnelles.

L'idée est de tenter de réfléchir aux liens entre engagements, citoyenneté et histoire, en particulier sur l'idée de la spécificité des engagements, en prenant appui sur la question de la singularité de l'engagement dans la Résistance et de la manière d'en rendre compte, entre enjeux épistémologiques et articulation pédagogique. Comment articuler exigences de l'histoire, comme savoir critique, et attentes scolaires ? Comment enseigner la singularité des engagements dans la Résistance sans en dénaturer le phénomène ?

I – Du côté de l'école. Quel enseignement des engagements dans la Résistance ?

II – Du côté de la connaissance. Les engagements dans la Résistance : définition et enjeux

III – De la connaissance à l'école : quelles voies vers la complexité ?

I – Du côté de l'école. Quel enseignement des engagements dans la Résistance ?

¹Anise Postel-Vinay, *Vivre*, Grasset, 2015

²Emmanuel Debruyne, « Combattre l'occupant en Belgique et dans les départements français occupés en 1914-1918. Une “résistance avant la lettre” ? » in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2012, n°115

Les programmes de 1957 à 2016

Lycée (première / terminale)	Collège (troisième)
1957-1962 «Le monde contemporain. Histoire. Civilisations »	1972 « De 1789 à nos jours »
1982 « De 1914 à nos jours » (Terminale)	1974-1978 « Le monde de 1914 à nos jours » avec une attention particulière portée à la France
1986 « De 1880 à 1945 » (Première)	1985 « Le XX° siècle de 1914 à nos jours »
1995 « Le monde de 1939 à nos jours » (Terminale) 2002 « Du XIX° siècle à 1945 » (Première)	1995 « Guerres, démocratie, totalitarismes », « La France »
2004 « Les mémoires de la Seconde Guerre mondiale » (Terminale L / ES) 2010 « La Guerre au XX° siècle », « Les Français et la République » (Première) 2011 « Le rapport des sociétés à leur passé : les mémoires, lecture historique » (Terminale ES / L)	2008 « La Seconde Guerre mondiale, une guerre d'anéantissement », « Effondrement et refondation républicaine » 2016 « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) » « La France défaite et occupée. Régime de Vichy, collaboration, Résistance. »

Quelques rappels sur l'enseignement de la Seconde Guerre mondiale et de la Résistance dans les programmes scolaires, de 1957 à 2016.

1. Au lycée, l'étude de la SGM n'entre en vigueur dans le secondaire (lycée) qu'en **1957**, avec les programmes dits « Braudel », centrés sur l'étude des grandes civilisations. Ces programmes perdurent au lycée jusqu'au début des années 1980. La France n'est pas étudiée en tant que telle, mais dans l'ensemble de l'Europe occupée. En **1982**, premier tournant, avec un chapitre entier consacré à la France sous l'Occupation, et prise en compte des travaux les plus récents sur Vichy et la collaboration. Autre tournant important, en **2004** (avec quelques modifications / précisions en 2011), avec l'introduction en Terminale L/ES d'un chapitre sur les « mémoires » ou « les historiens et les mémoires ». Enfin, en première, en 2011, une discontinuité chronologique qui dissocie la France sous l'Occupation, avec un

2. Au collège (troisième) : **1972**, introduction d'un chapitre sur la SGM avec en 1977-1978 une place spécifique accordée à la France (réforme Haby, plus grand nombre d'élèves concernés). En **1995**, les programmes Bayrou conservent une continuité chronologique : deux grands chapitres abordent la période 1939-1945, dans les parties « Guerres, démocratie et totalitarismes » et « La France ». Puis en **2012**, dans la continuité des programmes de première, retour à une lecture très politique de la France sous l'Occupation, la Résistance abordée sous l'angle de « l'effondrement et de la refondation républicaine ».

➔ Pour récapituler, trois moments dans la scolarité (en dehors de l'école primaire) au cours desquels la question de la Résistance et de ses engagements, est abordée, à travers deux approches différentes :

- d'une part en tant que phénomène historique dans le contexte historique de la Seconde Guerre mondiale, de l'Occupation et du régime de Vichy : en troisième puis en première.
- D'autre part comme objet mémoriel, comme construction mémorielle, par le biais de l'histoire de la mémoire, en classe de terminale.

En troisième comme en première, la question de l'engagement dans la Résistance est traitée selon une approche très politique et institutionnelle de la Résistance, sous l'angle de la **refondation républicaine**, ou à travers l'incarnation de cet engagement par des figures, comme celle de Jean Moulin ou du général de Gaulle.

Avant de revenir plus longuement sur les questions liées à la définition des engagements dans la Résistance, il convient de revenir sur quelques éléments du contexte, parfois à peine évoqués :

1. Le poids de **l'effondrement** (« le plus atroce effondrement de notre histoire », Marc Bloch) – et de l'Occupation – est indispensable pour appréhender les engagements :

➤ L'effondrement, ce n'est pas seulement le 10 juillet 1940, la fin de la III^e République et le régime de Vichy, c'est aussi et surtout : la défaite, l'écrasement militaire du pays, l'humiliation, l'occupation, la déroute, l'exode (8 millions de civils sur les routes), la perte des repères institutionnels, les prisonniers de guerre (1,5 million), les soldats morts (55000), le sentiment d'abandon et de « fin d'un monde », le choix de l'armistice vécu comme une trahison.

➤ Prendre en compte le poids de l'Occupation suppose aussi de sortir d'une vision franco-française, en rappelant les conséquences de l'occupation allemande, vécue comme un traumatisme et une humiliation. Les termes « occupation » et « occupant » sont absents des notions-clés proposées. Le traumatisme a tendance à disparaître comme clé essentielle d'explication des choix d'engagement de 1940.

➤ Par conséquent, éviter d'évacuer la dimension patriotique, l'attachement viscéral à la patrie. Le prisme de la culture républicaine n'est-il pas le seul élément explicatif, il n'est pas le seul et n'est pas le premier.

2. Des **sociétés** aphones ? Quid des **sociétés** en guerre ?

L'étude de la Résistance offre la possibilité d'aborder aussi la question des sociétés en guerres ; celles-ci ne sont pas aphones, comme l'explique Frédéric Rousseau : « Les sociétés belligérantes elles-mêmes sont présentées comme autant de corps homogènes, sans hiérarchie,

sans distinction, sans diversité, sans classes ; ce que contredisent pourtant de nombreux travaux de socio-histoire. »³

3. En passant de l'histoire de la Résistance à celle de sa mémoire (programme de Terminal), il peut exister un **risque de confusion entre la réalité du fait historique et ses constructions mémorielles.**

Ainsi, dans le récit actuel, la Résistance n'est plus située dans son contexte historique, mais confondue avec l'une des interprétations dominantes de sa mémoire, plus connue sous le vocable de « résistancialisme ». Une représentation hégémonique « gaullo-communiste » se serait donc imposée après la Libération, renvoyant aux Français l'image rassurante d'un peuple unanimement résistant et étouffant littéralement l'expression d'autres mémoires.

En passant de l'histoire de la Résistance à celle du « résistancialisme », on finit par suggérer l'idée d'une invention, d'un « mythe » fabriqué de toutes pièces dans l'immédiat après-guerre. Cette lecture « démystificatrice » de la Résistance prévaut depuis les années 1970-1980, comme le déplore Anne-Marie Bauer dans une lettre adressée au magazine *Télérama* à propos de la diffusion à la télévision du *Chagrin et la Pitié* de Marcel Ophuls :

« Que vous ayez laissé écrire dans votre hebdomadaire : “Enfin la Résistance démystifiée” à propos du film de Max Ophuls [sic] — Le chagrin et la Pitié — voilà qui me déçoit profondément. Certes, toute la France n'a pas résisté et Vichy a été pire que tout ce que l'on pouvait imaginer mais, dès la défaite de 1940, je peux vous assurer que les Français ne se divisaient pas en deux groupes : ceux qui ne songeaient qu'à la nourriture et ceux qui faisaient la foire. Nulle mention dans ce film de l'affaire du Musée de l'Homme, des premiers journaux clandestins... Ceux-là n'ont pas été filmés, donc ils représentent un mythe... Ce film est peut-être une attaque contre Vichy (j'ai apprécié qu'il parle du drame du Vel d'Hiv, mais il n'appuie pas suffisamment les horreurs qui s'y sont passées...). Résultat : les gens d'une autre époque gardent l'impression que la libération a été pire que l'occupation. Seuls sont sympathiques les membres de la Waffen SS ou les beaux Allemands qui défilent glorieusement... Mais qui était là pour filmer les arrestations, les tortures ? Jean Moulin, Cavaillès, René Parodi ? Donc ils n'ont pas existé. »⁴

D'autres problèmes existent aussi, celui des fausses analogies (ainsi, mettre sur le même plan les engagements dans la collaboration et ceux dans la Résistance, ou confondre la Résistance avec d'autres expériences combattantes conventionnelles. Celui aussi des usages politico-mémoriels de la notion d'engagement : confusion avec le terrorisme, en rappelant que les Allemands et Vichy désignaient par ce mot les résistants.

³ Frédéric Rousseau, "1914-1945 : La Grande Guerre est-elle la matrice du XX^e siècle monstrueux ? Arrêt sur une vulgate du troisième millénaire" in *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, Fondation pour la mémoire de la déportation, n°3, juillet 2014, pp. 47-63

⁴ « Lettre à *Télérama* » in *Voix et Visages*, octobre-décembre 1981. Membre du mouvement Libération-Sud, arrêtée à Lyon en juillet 1943, Anne-Marie Bauer est déportée au camp de concentration de Ravensbrück en janvier 1944 (convoi des « 27000 »).

II - Du côté de la connaissance : sens, définition et enjeux

Un premier élément essentiel qui distingue l'expérience de la Résistance des autres expériences dites « combattantes », et qui en fait la singularité, c'est une évidence : il ne peut y avoir de Résistance sans engagement, dans le sens d'une démarche volontaire (pas de mobilisation, pas de conscription...).

Le questionnement sur les ressorts de l'engagement résistant est présent de tout temps au cœur des études et des travaux sur la Résistance, depuis la fin de l'Occupation. Cette question de la définition, de la quête, de la meilleure manière de rendre compte de la singularité de l'engagement résistant est présente d'emblée dans les écrits clandestins.

→ Il ne s'agit pas de faire une historiographie de la notion, mais indiquer les apports à cette définition de quelques auteurs (anciens résistants), parmi lesquels on peut distinguer deux approches distinctes mais complémentaires :

1. Celle qui s'attache à comprendre les **ressorts de l'engagement par le biais des réseaux de sociabilité et son ancrage dans la société** : c'est le cas des travaux lancés par Henri Michel et notamment le texte fondateur de Germaine Tillion « Première Résistance en zone occupée » publié dans la *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale* en 1958. Comme ethnologue qui s'intéresse aux sociétés en système, Germaine Tillion propose une réflexion sur l'ancrage social, reprise notamment dans une critique du film de Marcel Ophüls, « Un profil non ressemblant » publiée dans *Le Monde* en 1971.

2. Celle qui cherche en en saisir la **singularité par la réflexion sur le sens**, sur sa dimension morale (Jean Cassou). C'est le cas d'Alban Vistel qui publie en 1952 dans la revue *Esprit* un article tout aussi fondateur, « Fondements spirituels de la Résistance ». Republié avec des ajouts en 1955 dans *Héritage spirituel de la Résistance*.

→ Quels angles d'approche privilégier pour saisir cet engagement, avec en arrière-plan la question du passage de l'individuel au collectif, mais aussi la nécessité de ne pas dissoudre et diluer le phénomène ? Trois approches se complètent, mais tous les historiens soulignent la difficulté d'une conceptualisation de l'engagement dans la Résistance du fait des variations de la chronologie, du contexte de la guerre et des situations territoriales.

1. Le prisme de la **sociologie**, par l'analyse des réseaux ou des engagements politiques d'avant-guerre et leurs limites, liées notamment au problème des déterminismes. Le risque étant de perdre le caractère inédit et indéterminé du futur, et l'invention propre au phénomène de la Résistance.

2. Action, sens et conscience. C'est le cœur des travaux de Pierre Laborie, notamment.

3. Cultures, environnement social et écosystèmes (voir les travaux de François Marcot, Jean-Marie Guillon ou Rod Kedward)

La définition la plus aboutie est celle proposée par Pierre Laborie⁵ qui distingue quatre « critères de référence » :

1. L'idée de volontariat, d'engagement personnel dans le conflit avec une volonté de nuire à un ennemi identifié, l'Allemagne nazie ou ses alliés.
2. La conscience de résister, le sentiment de participer à une expression collective du refus, l'adhésion aux objectifs et au sens de la lutte, l'affirmation de valeurs, la conscience du risque. Il doit y avoir cohérence entre les intentions, l'engagement, les actions et les conséquences.
3. La transgression, et des pratiques de rupture, dont la clandestinité.
4. La possibilité de motivations et d'objectifs multiples, de cadres de références multiples, parfois hiérarchisés, mais avec un ennemi commun (sauver des juifs, rétablissement de la République espagnole, guérilleros et lutte contre le franquisme, antifascisme internationaliste, refuge protestant...)

→ Deux-trois pièges à éviter :

1. Tenir compte de la place essentielle de **l'environnement social, de son ancrage social** nécessaire à sa survie, sans prendre le risque de **diluer** le phénomène, en particulier la singularité de l'engagement. L'ancrage social doit être appréhendé comme un élément d'un processus social, d'où la distinction opérée par François Marcot entre la Résistance-organisation (réseaux, mouvements, maquis) et la Résistance-mouvement social (gestes, solidarités).

Attention de ne pas confondre geste de soutien et de sympathie avec un engagement plein et entier dans la Résistance, savoir distinguer « **ceux qui sont dans la Résistance et ceux qui sont pour ou avec la Résistance** » (François Marcot). Une **limite peu visible** mais indispensable pour distinguer ce qui relève des manifestations de « non-consentement » (Pierre Laborie) des actions de résistance proprement dites.

2. Les images **martiales** et réductrices laissées à la Libération (y compris par les résistants eux-mêmes) : une militarisation ou une maquisardisation, une identification à la seule lutte armée de l'été 1944.

3. Le « **tropisme** » de l'engagement dans la Résistance comme marqueur des comportements collectifs des Français sous l'Occupation, avec des surenchères dans les interprétations chiffrées de la Résistance comme moyen en retour de juger les attitudes collectives.

Quelles possibilités ? Quelles voies vers la complexité ?

⁵ Pierre Laborie, « La notion de Résistance à l'épreuve des faits » in Corentin Sellin (dir.), *Résistances, insurrections, guérillas. Les géopolitiques de Brest*, Presses universitaires de Rennes, 2010, pp. 15-29

III – De la connaissance à l'école : quelles voies vers la complexité ?

→ Une réflexion, un *work in progress* avec des élèves de troisième, avec une idée en tête : contourner le reproche parfois fait aux chercheurs de ne pas connaître les exigences quotidiennes de l'enseignement, et donc tenter d'articuler les questionnements de la recherche et les pratiques de l'enseignement, le « savoir » scolaire.

→ Aborder la question des engagements dans la Résistance, avec en tête les questions soulevées plus haut (partie II) en prenant appui sur l'étude d'un groupe de résistance local, *l'exemple des groupes de résistance Guy Mocquet et Marius Vallet*

→ En partant d'une photographie de la rame Henri Fertet du tramway de Besançon, un visage familier dans un décor urbain, dans le mobilier urbain.

→ Une découverte progressive :

1. Lettre d'Henri Fertet et analyse de son champ lexical : conditions de détention, une lettre d'un adolescent, amour filial et amour de la patrie, qualités morales, la mort, la place de la religion et la foi, les **valeurs de l'engagement**, avec limpidité, la dernière lettre exprime, dit, justifie les raisons de l'engagement.

2. Jugement du tribunal militaire allemand : qui (les Allemands, les occupants) ? quelles actions ? quels risques ? qui est jugé ? où les faits se déroulent-ils ? le vocabulaire (apparition du terme « terrorisme » : qui l'utilise ?), le jugement : reconstitution de deux groupes de résistance, des Francs-Tireurs Partisans : des communistes ? Aborder aussi la question des sources : on connaît l'histoire de ce groupe **par les archives de la justice allemande, de la répression**.

3. Portraits : qui sont ces résistants ? diversité de la Résistance, des origines, des âges, des parcours, des centres d'intérêt, des motivations, des **cadres de référence** : catholique, jeune lycée, agriculteur, républicain espagnol. Permet de réintroduire la question de l'antifascisme, en plus du patriotisme et du rejet de l'occupation. Permet aussi, peu à peu, de donner une définition de la Résistance.

4. Les réactivités sociales, le non-consentement : l'émotion de la population, les gestes de solidarité, approche aussi des **sociétés en guerre**.

→ L'exemple des groupes de résistance « Marius Vallet », « Guy Mocquet », grâce à la diversité des sources, et au-delà de la proximité avec la jeunesse et ses préoccupations, permet d'aborder des thèmes essentiels à l'appréhension de la singularité de l'engagement dans la Résistance.

1. La diversité des ressorts de l'engagement et des cadres de référence, ici des patriotes des jeunes catholiques non communistes dans des FTP (une opportunité) et des Républicains espagnols (anarchistes).

2. La part d'étrangeté du phénomène, son éloignement dans le temps : le patriotisme et la foi catholique très présente.

3. Aborder la question de l'antifascisme et de la guerre d'Espagne, lecture évacuée quasiment aujourd'hui.
4. Rappeler évidemment le poids de l'occupation, et son refus : un Tribunal militaire d'une *Feldkommandantur*, avocats
5. La singularité de la mort qui traduit la singularité et le sens de l'engagement résistant, son caractère volontaire, sa conscience, le sacrifice et sa transcendance (Pierre Laborie)
6. Aborder aussi la question des comportements collectifs et des sociétés en guerre, des réactivités sociales, des gestes de solidarité
7. Aborder aussi la mémoire, la dette, le souvenir, l'héritage notamment à travers les lettres et leur destin, et la construction du modèle héroïque, notamment à travers le visage sur une rame de tramway.

Cécile Vast, février 2016